

LE MANAGEMENT ECOLOGIQUE, SOCIO SOCIETAL ET EDUCATIF. DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE A LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE : UN PASSAGE D'UNE POLITIQUE A UNE AUTRE ET SES RETOMBEES

ECOLOGICAL, SOCIO, SOCIETAL AND EDUCATIONAL MANAGEMENT.
FROM ECONOMIC POLITIC TO ENVIRONMENTAL POLITIC : A SHIFT FROM
ONE POLITIC TO ANOTHER AND ITS AFFECTS

Mustapha GUENAOU

Enseignant-chercheur et Chercheur associé au Centre de
Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle -Oran
guemustapha31@gmail.com

Reçu 08- Septembre -2021

Accepté 22-Novembre-2021

Publié en ligne 27-Décembre-2021

Résumé :

Cette contribution entre dans un cadre de l'explication des étapes de passage d'une politique à une autre afin de pouvoir mettre en avant la théorie d'Arnold Van Gennep et son applicabilité dans le secteur de l'économie et de sa relation avec la société et la politique. Ce travail vise, principalement, la mise en place des principes de passage pour pouvoir parler du triptyque, le social, l'économique et le politique.

Pour la réussite de cette mise en place, il est nécessaire de porter haut l'importance de l'acceptabilité pour pouvoir avancer dans la politique qui, qu'elle soit sociale, économique et/ou environnementale, porte sur le bien-être des individus, des animaux et de la nature et surtout pour insister sur l'écosystème. Il est à noter l'importance du nombre de victimes de la pollution environnementale et les fortes dépenses allouées pour la couverture médicale, entre soins et médicaments.

Mots clés : politique publique, politique économique, situation politiquement environnementale, politique sociale

ملخص: تدخل هذه المساهمة في اطار شرح مراحل مرور من سياسة إلى أخرى من أجل اعتبار نظرية أرنولد فان جينيب وإمكانية تطبيقها في قطاع الاقتصاد وعلاقتها بالمجتمع و السياسة و البيئة . ويهدف هذا العمل ، أساسا ، إلى إنشاء مبادئ المرور لتكون قادرة على التحدث عن الثلاثية الاجتماعية والاقتصادية والسياسية.

ومن أجل نجاح هذا التنفيذ ، و من الضروري زيادة أهمية القبول من أجل التقدم في السياسة التي تركز على رفاهية الأفراد سواء كانت اجتماعية أو اقتصادية و / أو بيئية و حماية الحيوانات والطبيعة

وخاصة للتأكيد على النظام البيئي. وتجدر الإشارة إلى عدد ضحايا التلوث البيئي وارتفاع المصروفات المخصصة للتغطية الطبية، ما بين الرعاية والأدوية.

تجدر الإشارة أيضا إلى الأسباب الرئيسية التي أثرت على المجتمع البشري والحيوانات والبيئة لعدة عقود في العالم ، على الرغم من أن بعض المجموعات الاجتماعية لا تزال تتأثر بالتلوث بسبب قرب و جوار أماكن انتشار التلوث. وسيمكّن هذا العمل صانعي القرار ، سواء كانوا محليين أو مركزيين ، من اتخاذ الترتيبات اللازمة للحد من النفقات الطبية.

كلمات المفتاحية: السياسة العامة ، السياسة الاقتصادية ، الوضع البيئي سياسيا ، السياسة الاجتماعية

1- Introduction :

Dans le cadre d'une réflexion, depuis quelques années, sur le management écologique, socio sociétal et éducatif, nous entamons les démarches d'ordre scientifique, culturel et managérial afin de pouvoir mettre en avant les premiers éléments d'analyse, précédemment évoqués dans une publication¹. Notre prévision vise l'année 2030.

A cet effet, l'analyse d'une situation de passage dans un pays revêt plusieurs marqueurs qui peuvent toucher plusieurs domaines ou secteurs de l'économie. A cet effet, nous pouvons parler de situation sociopolitique avant d'aborder le thème de la socio économie. Sachant bien que l'économique a pour base le politique dont l'Homme, qu'il soit une femme ou un homme, reste le principal acteur et promoteur de sa propre politique qui, sans nul doute, fait appel à quelques approches où s'impliquent le socioéconomique , le politique et le management. Nous avons déjà abordé le sujet de l'environnement dans nos précédents travaux⁽²⁾.

Cette ébauche ne sera, pour nous, qu'une tentative d'explication du passage d'une politique à une autre, tout en mettant en avant le triptyque, regroupant le social, l'économique et le politique⁽³⁾. Pour cette raison nous faisons appel à la théorie des rites de passage, qu'Arnold Van Gennep(1873-1957)⁽⁴⁾ avait développée dans un cadre socio ethnographique⁽⁵⁾ que nous cherchons à utiliser dans notre démarche⁽⁶⁾, en faveur d'un projet de réduction des dépenses publiques, en matière de santé publique et autres.

Par le biais de cette perspective, qui porte sur une décennie, nous cherchons à mettre en avant toute une série de questionnements que nous avons utilisés, lors de notre pré enquête auprès du milieu des opérateurs économiques, pendant la période (2014-2017)⁽⁷⁾ qui avait touché

¹ Mustapha Guenaou, 2021, L'introduction progressive de l'outil informatique dans le cadre de la formation et de l'apprentissage des langues étrangères en Algérie. in Paradigmes vol IV, n° 01, pp135-153

Mustapha Guenaou , Le capital humain et l'éducation pour l'Algérie 2030 :l'exemple de l'éducation socialisanteIn Tarbiya fi El Djazair . Abhats wa dirassat , pp.355- 400 Alger, Centre Assala, 2021, 400 p – ouvrage collectif coordonné par Omar Nakib

² Cf .M.Guenaou, bibliographie à la fin de ce travail.

³ Cf Bibliographie à la fin de ce travail.

⁴ A. Van Gennep, Les Rites de passage, 1909

⁵ Cf Bibliographie à la fin de ce travail.

⁶ Cf Les travaux sur la méthodologie, bibliographie à la fin de ce travail.

⁷ Idem.

plus d'opérateurs économiques que de politiciens, bien que l'économique et le politique soient les piliers fondamentaux du triptyque évoqué plus haut. A la suite des résultats de cette pré enquête, nous sommes arrivés à poser les bases de la problématique, ainsi formulée : **Quels sont les principes de passage de la politique économique à la politique environnementale ?**

Bien que le thème soit très peu étudié puisqu'il s'agit d'un passage d'une politique économique à une politique environnementale, nous émettons quelques vœux relatifs à la prise en considération des idées avancées afin de pouvoir mettre le lecteur dans une situation de recul pour lui faciliter la relecture des grandes lignes, constituant la passerelle qui nous encourage à suggérer les hypothèses suivantes :

- La mise en relief des principes des rites de passage
- La mise en avant du cadre socioéconomique favorable à une acceptabilité des retombées
- La mise en place du cadre respectueux des dispositifs règlementaires de la politique environnementale.

2 -La mise en relief des principes des rites de passage

Pour parler du rite de passage de la politique économique à la politique environnementale, il est nécessaire de faire valoir un ou plusieurs sacrifices puisqu'il s'agit d'un ensemble qui réunit le politique, le social, le sociétal, l'économique et l'environnemental pour passer à un stade, nouveau par rapport au précédent. Dans ce contexte socio politique, nous faisons appel à une coordination entre les principes de la politique économique, devenus exigeants et ceux de la politique environnementale, classés comme revendicateurs.

Dans ce même contexte, nous sommes, dans l'obligation de nous référer à la théorie des rites de passage, prônés, depuis 1909, par le père du concept ⁽¹⁾, en l'occurrence Arnold Van Gennep (1873-1957). A cet effet, nous utilisons les trois phases ou étapes, successivement et chronologiquement organisées, pour parler du « schéma tripartite des rites de passage »⁽²⁾. Nous pouvons parler de l'apport d'Arnold Van Gennep pour les sciences sociales et humaines ⁽³⁾ que nous pouvons adapter à la manière de penser politique, dans les sens économique et environnemental.

Par conséquent, nous adaptons les principes des rites de passage et la définition, avec toutes les fonctions et les portées qui touchent directement les enjeux, qu'ils soient économiques, sociaux et environnementaux. Les principes de passage sont adaptables et valorisables dans le passage de la politique économique à la politique environnementale.

Nous reprenons les trois étapes dans leur contexte respectif pour les adapter à notre analyse qui porte, principalement, sur le passage de la politique économique à la politique environnementale. A cet effet, le respect de la succession est requis pour pouvoir avancer

¹ Arnold Van Gennep , Les rites de passage , 1909

² Cf . définition Encyclopédia Universalis

³ Ahovi Jonathan, Moro Marie Rose, « Rites de passage et adolescence », *Adolescence*, 2010/4 (n° 74), p. 861-871

dans cette ébauche d'analyse qui touche, directement, une économie industrielle polluante¹ à une économie verte².

Les rites de passage transmettent des valeurs, qu'elles soient locales ou universelles. Pour cette raison, nous cherchons à adapter leurs principes dans les sciences économiques et l'environnement. Ils s'annoncent, dans le contexte, par le duel qui regroupe la théorie et la pratique (³).

Pour la première phase de la schématisation du modèle de passage, codifié par Arnold Van Gennep, nous parlons de séparation ou de rite de séparation. Par considération au principe de l'analyse, il est nécessaire de parler, pour cette première étape, de séparation dans le sens d'abandonner quelques principes économiques pour rejoindre ceux de l'économie verte. Pour cette raison, le sacrifice est recommandé pour pouvoir répondre aux attentes de la politique environnementale.

Pour la deuxième phase qui se limite à la fin de la séparation, exprimée, dans l'esprit économique ou de l'homo economicus, et surtout avant d'atteindre la phase qui revêt les marqueurs d'un passage, effectif et réalisable. Il s'agit d'une phase du point mort, avec l'esprit de ne pas reculer mais d'attendre un moment de passage, bien qu'il soit très court, voire matériellement invérifiable. Nous conservons la notion de marge dans ce passage de l'économique à l'environnemental.

La troisième et dernière phase ou phase terminale revêt, principalement, des marqueurs d'agrégation par rapport à l'abandon ou la séparation et la marge. Cette étape permet d'observer et de relever des marqueurs du changement, évalués et valorisés. Cette phase se démarque par rapport aux deux précédentes. A cet effet, le passage est constaté pour reprendre la notion d'agrégation, formulée par les attentes de la politique environnementale.

Peut-être, les rites de passages sont, difficilement, adaptés au système économique d'abandon de certaines pratiques, d'ordre socioéconomique ou d'ordre purement économique puisqu'il s'agit d'industrie productrice et/ou source de pollution. Bien que le secteur soit producteur d'une plus-value ou un secteur porteur, il peut assurer des effets qui, néfastes ou plus ou moins néfastes, engendrent une situation de personnes, victimes de l'industrie polluante.

Dans la mesure où les rites de passages demeurent porteurs d'une ambition et des perspectives de réduction des maladies et des dépenses, il est temps de penser et faire valoir la question. Nous parlons des dépenses allouées à la santé publique dont les budgets restent, parfois, incapables de pouvoir couvrir tous les frais et l'achat des produits pharmaceutiques. Donc, le montant peut être exorbitant, pour tous les pays, devenus aujourd'hui, très sensibilisés par la dégradation de la santé des peuples dans le monde, en plus de la pauvreté qui rongent plusieurs millions de personnes, à travers tous les continents.

3-Les marqueurs du passage

Le passage de la politique économique à la politique environnementale présente quelques marqueurs qui reprennent les points forts depuis l'économique à l'environnemental. Il reprend

¹ Charlotte Touzot 2015, Pollutions industrielles, in Revue Juridique de l'environnement, n° 3 vol 40, pp571-2

² Edouard B Barbier, 2012, Economie verte et développement durable : enjeux de politique économique. In reflets et perspectives de la vie économique, n° 4, vol LI, pp97-117

³ Fabrice Hervieu-Wane. Les nouveaux rites de passage, une transmission expérientielle.. Biennale internationale de l'éducation, de la formation et des pratiques professionnelles., Jul 2012, Paris, France

les effets du changement, de l'amélioration, du développement et de la réduction des charges et des dépenses ⁽¹⁾.

3-1-Le changement de situation économique

Par définition et dans ce cas, le changement est un passage d'une situation économique à une autre, qu'elle soit évolutive ou contraire à l'évolution et/ ou à l'amélioration dans le sens d'une variabilité acceptée. Pour y rester dans le cas de notre étude, nous cernons notre démarche pour faire valoir l'amélioration des conditions ou de la situation. Nous ne pouvons prendre en considération la constance, l'invariabilité et/ou l'immobilité, surtout dans le cadre de notre problématique.

Pour assister ce changement et cette gravité de la situation, la recommandation, à la suite des suggestions, impose la révision des lois ou plutôt la réglementation en vigueur relative à l'environnement et à la lutte contre la pollution. Elle est nécessaire, voire recommandée. Le changement ne peut commencer que par la révision des précédentes lois et des anciens décrets, mis en application dans un passé lointain ou proche.

Le changement radical ne peut, en aucun cas, faire valoir les objectifs de cette contribution qui cherche à minimiser les dégâts, qu'ils soient d'ordre économique financier ou étroitement lié à la santé publique et ses fortes budgétisations, supportées par l'Etat et le gouvernement.

Le changement, dont il est question dans cette étude, vient chercher à mettre en valeur des corrections des erreurs, enregistrées au niveau de la gestion ⁽²⁾ par un management répondant aux urgences signalées et des perspectives. D'ailleurs, les erreurs deviennent inévitables dans toute forme de gestion, qu'elle soit au niveau local ou national. Le fait d'y penser reste une perspective à mettre en avant pour faire valoir les objectifs à atteindre tels que l'amélioration.

3-2- L'amélioration

Par l'amélioration, il faut noter les perspectives et l'amélioration de la santé publique qui se base, principalement, sur le bien-être de la population, avec la réduction des maladies, ayant pour source l'industrie polluante, et surtout de minimiser les coûts et les dépenses allouées pour la couverture médicale et sociale. Il est nécessaire de penser aux programmes de réformes qui peuvent toucher le secteur socioéconomique ⁽³⁾. Il est impératif de prendre en compte la situation actuelle au niveau international pour pouvoir comprendre la situation au niveau local.

En effet, « la quasi-totalité des programmes de réformes structurelles en œuvre à l'heure actuelle tente de transformer les institutions économiques pour que les marchés déréglementés deviennent la norme dans un nombre sans cesse croissant d'activités : la finance bien sûr, mais aussi la relation de travail, la concurrence interentreprises ou même les activités scientifiques ou d'éducation. » ⁽⁴⁾.

¹ Mustapha .Guentaou , op.cit. et Le capital humain et l'éducation pour l'Algérie 2030 :l'exemple de l'éducation socialisante. In Tarbiya fi El Djazair . Abhats wa dirassat , pp.355- 400 Alger, Centre Assala, 2021, 400 p – ouvrage collectif coordonné par Omar Nakib

² Cf Bruno Amable , Vers un changement de modèle ?. <http://www.revue-projet.com>

³ Idem.

⁴ Idem

Il ne peut y avoir d'amélioration que sur la base d'un diagnostic du contexte d'un passé dans son passé afin de mettre en avant les premiers jalons d'un avenir meilleur pour une amélioration effective et valorisante. Cette situation nous conduit à un développement, qu'il soit économique, social ou dans le secteur de la santé publique, objet de cette contribution, celle qui vise le développement.

3-3- Le développement

Dans le cadre du développement, plusieurs facteurs sont pris en considération pour satisfaire, dans notre cas, deux secteurs qui doivent rester étroitement liés : le secteur de la production et le secteur de la santé publique. Il est nécessaire d'écarter toute forme de contradiction dans les deux secteurs afin de pouvoir rester dans le cadre du développement.

Pour cette raison, nous suggérons aux décideurs de rester très proches de la situation actuelle et réelle. Plusieurs facteurs interviennent dont les spécialistes ont pu les relever et les enregistrer pour une expertise et de pouvoir trouver des alternatives afin de contourner le problème ou les difficultés. A titre illustratif, nous rappelons :

« La désyndicalisation et la mondialisation combinées ont remis en cause les conditions de la croissance du revenu réel d'une fraction non négligeable des travailleurs. L'appauvrissement relatif, voire absolu, d'une partie grandissante de la population conduit les ménages à un endettement d'autant plus insoutenable qu'il s'appuie sur des actifs dont les prix sont gonflés par une bulle financière. » ⁽¹⁾

Si nous parlons de développement des conditions, nous insistons sur le fait de penser à la mise en avant des bases pour un développement, celui de prendre en considération les attentes de cette contribution : l'écologie, le socio sociétal et l'éducation. D'ailleurs, celle – ci vise la réduction des charges sociales et des dépenses budgétaires, orientées vers le bien –être de l'humanité, depuis la population en contact avec les industries polluantes jusqu'aux personnes qui seraient touchées d'une maladie, à la suite d'un lointain contact avec la pollution. Nous insistons sur la réduction des différentes charges et dépenses.

3-4- la réduction des charges et dépenses

Pour répondre aux questions de réduction des charges sociales et médicales, sans oublier les autres dépenses y afférentes, ils peuvent y avoir des compromis politiques ⁽²⁾. Cette situation nous conduit à assimiler cette question d'industrie polluante à une crise qui touche l'industrie et l'économie d'une part et la santé de la population humaine (humanité), animale (faune) et végétale (flore) d'autres parts. Cette question devient donc primordiale :

« La question est de savoir quel système économique peut lui succéder. Il est à présent impossible pour la - science économique - de répondre de manière satisfaisante à cette question : elle est tout sauf une science exacte, en admettant même que ce soit une science, et, par ailleurs, il ne s'agit pas que d'économie. En effet, la mise en place d'un nouveau mode de régulation appelle

¹ Idem.

² Cf Bruno Amable , Vers un changement de modèle ?. <http://www.revue-projet.com>

d'importantes transformations institutionnelles, qui reposent directement ou indirectement sur des décisions politiques. » ⁽¹⁾

Il est nécessaire de penser à une discipline qui peut mettre en avant les apports des différentes spécialités et impliquer les décideurs pour répondre à leur demande tout en prenant en considération les problèmes relevés et enregistrés avant de les faire passer à des expertises de spécialistes. Quant à nous, nous avons pensé à la socio anthropologie des sociétés humaines, des entreprises, des cultures et de la communication ⁽²⁾ pour parler du management écologique, socio sociétal et éducatif.

L'ampleur du problème de la pollution dans le monde est alarmante. Cette situation est signalée et continue à être signalée : elle est en perpétuelle continuité. Plusieurs personnes, entre décideurs et chercheurs, sont fortement impliquées au niveau international. Dans ces conditions, il faut aller vers un changement de modèle ⁽³⁾ économique financier pour les industries polluantes.

Il faut, comme le prouve l'expérience de l'Etat belge ⁽⁴⁾ avec des aménagements, une mise en place d'une cellule de la stratégie environnementale, au niveau du gouvernement afin de pouvoir répondre à un ensemble de questions qui touche la santé publique, les affaires sociales et les budgets de l'Etat, etc. Cette cellule pourra regrouper les prérogatives gouvernementales des Ministères de la santé publique, de l'environnement et de l'industrie.

Les aménagements associés à l'expérience belge doivent prendre en considération la maîtrise des dépenses publiques de la santé à tous les niveaux. L'impact des industries polluantes sur la société humaine (humanité), animale (faune) et végétale (flore) renvoie à cette maîtrise qui cherche à réduire dans le but d'endiguer, de juguler et d'éradiquer les maladies dues à la pollution environnementale et à minimiser les conséquences dont la hausse des dépenses et le montant global du budget annuel, alloué à la santé publique. ⁽⁵⁾

Dans ce cadre, sont pris en considération les facteurs influents et responsables de la croissance, jugée importante au niveau international des dépenses ⁽⁶⁾, sources d'éventuel déséquilibre budgétaire au niveau gouvernemental ou du haut niveau de l'Etat. Cette prise en considération renvoie, principalement, à des recommandations, suivies d'exécution de nouvelles lois ou décrets complémentaires à la réglementation en vigueur.

Les recommandations sont suivies à partir d'une plateforme qui, avec le recours aux Technologies de l'information et la Communication, met en avant toutes les mesures ⁽⁷⁾ qui, favorables et réalisables, visent l'amélioration des conditions de vie sociale et professionnelle par un management adéquat, avec les réductions budgétaires relatives aux dépenses publiques pour la couverture sociale des malades ou victimes de la pollution sans porter atteinte à

¹ Idem.

² Cf. travaux à la fin de ce travail de M. Guenaou

³ Ibidem.

⁴ Le communiqué de presse du 10 octobre 2015 : Affaires sociales, Santé publique et budget - Réduction des charges patronales, taxe santé, non-marchand: emplois et bouffée d'oxygène pour les hôpitaux. www.deblock.belgium.be

⁵ Idem

⁶ Maîtriser la hausse des dépenses publiques de santé. Etudes économiques de l'OCDE 2005/5 (n° 5) pp.77-96/www.cairn.info/revue-etudes-economiques-de-l-ocde-2005

⁷ Idem.

l'économie nationale. La réduction doit être progressive et continue, sans pouvoir négliger les retombées.

4-La mise en avant du cadre socioéconomique favorable à une acceptabilité des retombées

La politique environnementale permet, en pratique et par le management, de faire valoir un terrain d'entente pour pouvoir avancer dans un cadre qui reste, étroitement, lié à l'économie du pays, dans le sens de retrouver les secteurs, fortement touchés par la pollution industrielle et les séquelles que peut subir la population de zone de proximité des lieux de l'industrie polluante.

Dans quelques situations économiques, l'acceptation pourrait être dure puisque l'objectif porte, essentiellement, sur le faire-valoir du monde environnant. Il peut y avoir des retombées qui, bien qu'elles soient très difficiles, doivent être acceptées. Pour éviter toute forme de mécontentement avec beaucoup de séquelles, il est nécessaire de cadrer les retombées afin de pouvoir les gérer, dans de bonnes conditions, socioéconomiques et financières.

Il est important à le rappeler : l'avenir doit impérativement être fondé sur les ambitions de la réussite et l'espoir dans la perspective. Le passé garde ses marqueurs, difficiles à accepter, avec un espoir de retrouver une nouvelle situation, meilleure malgré les retombées négatives qu'il faut accepter. Ces retombées peuvent toucher, directement, les recettes qui assurent des pertes, d'ordre économique financier.

Nous ne pouvons oublier le passé avec ses avantages, en matière d'entrées financières, au détriment de la santé publique : l'humanité est, comme la faune et la flore, victime de la pollution des industries, productives faisant de nombreuses victimes dans les environnements et milieux pollués. La prise de conscience, à partir d'un management adéquat, commence à partir du moment où les décideurs, informés ou non, prennent en charge le problème afin de se pencher sur la situation dans un cadre d'amélioration de la santé et de réduction des dépenses, orientées vers les médicaments, les soins et l'éradication des maladies, ayant pour source et origine, la pollution environnementale, qu'elle soit locale, régionale, ou nationale, etc.

Cette situation engendre un cadre, difficile à accepter, mais nécessite une bonne volonté des décideurs pour réduire les effets négatifs de la pollution, celle qui touche directement la population dont plusieurs membres sont des acteurs – producteurs. Pour un revenu, un acteur – producteur peut faire une aventure, au détriment de sa santé et parfois celle des membres de sa famille, de son entourage professionnel et/ ou socio sociétal. Cette situation peut être fatale, avec toutes les conséquences qu'elle pourrait engendrer.

L'acceptation en question retrouve ses sources dans un cadre, bien défini : il s'agit du cadre du sacrifice que les décideurs peuvent faire valoir dans leurs positions vis-à-vis des conséquences, étroitement liées à la perte, d'ordre économique financier. Ce sacrifice se concrétise avec une mise en avant pour une bonne mise en relief des valeurs socio sociétales, économiques, éducatives et humaines. Celles – ci peuvent influencer les décisions, qu'elles soient individuelles ou collégiales.

Bien qu'il soit difficile à accepter, un sacrifice reste toujours un sacrifice et une douleur interne à supporter, qu'elle soit économique ou financière. Il s'agit de porter haut les valeurs d'une décision politique, en matière de gestion et de management au sein d'une industrie polluante.

La décision, en elle-même, provient d'une prise de conscience du problème et de ses conséquences, à pouvoir imaginer ; et surtout d'aller chercher une solution qui transcende et qui cherche à contrecarrer les difficultés rencontrées ou à rencontrer ultérieurement. La peine est de savoir accepter, sans remord aucun. Ces problèmes, engendrant des difficultés importantes ou moins importantes, peuvent être à l'origine d'une tourmente économique.

Pour pouvoir accepter, la décision encourage les décideurs à se rapprocher de ces difficultés pour les étudier, cas par cas, et sortir avec des résultats probants. Ceux –ci mettent, dans une corrélation ambiante et valorisante, les portées qui, socio sociétales, humaines, éducatives et économiques, réduisent les dépenses budgétaires à allouer à la santé publique. A cet effet, il est nécessaire de réduire les maladies, surtout celles qui proviennent de la pollution environnementale.

Pour atteindre l'objectif, la décision doit mettre en valeur l'agilité des décideurs qui cherchent le bien – être de la population résidente dans un environnement touché par les industries polluantes. Cette agilité est une source du faire valoir les valeurs sociales et humaines, celles qui encouragent la détermination des décideurs vis-à-vis de leurs industries, productrices de pollution.

La détermination est l'expression fiable de la prise de conscience des décideurs qui, malgré les grandes pertes économique financières, cherchent à maintenir leurs entrées financières mais avec moins de risques, liés à la santé publique de la population exposée à la pollution dont la principale source est l'industrie polluante. La réduction est doublement comptabilisée : la réduction des recettes économique financières et la réduction des dépenses allouées à la santé publique.

L'agilité et la détermination conjuguent leurs efforts respectifs pour atteindre le stade de la prise de conscience, qui devient maîtresse de la situation économique de l'industrie polluante et du bien –être des êtres humains, au niveau local en premier lieu. Puis, cette prise de conscience peut s'élargir au niveau national pour atteindre le haut niveau de la politique gouvernementale.

Dans le cadre d'une politique gouvernementale, des décisions seraient prises pour l'implication de plusieurs ministères dans la promulgation des lois, des décrets et des décisions d'application et de suivi. En effet, le cadre socioéconomique serait favorable à l'acceptation des retombées énumérées plus haut. Il s'agit, principalement, de prendre en considération l'impact économique et le changement climatique ⁽¹⁾. Cette question interpelle l'opinion internationale.

¹ A titre illustratif, cf. Stephane Hallegatte & Daniel Théry , Les impacts économiques futurs du changement climatique sont-ils sous-estimés ?In Revue d'économie politique , pp. 507- 522 , Vol. 117, 2007/4www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2007

5-La réaction internationale face au trou dans la couche d'ozone

Pour retourner à l'expérience française afin de pouvoir mettre en relief les dangers auxquels la population mitoyenne des industries polluantes, nous voulons rappeler les marqueurs de l'impact et de l'incidence de la pollution qui, progressivement observable, interpelle les décideurs pour une éventuelle comparaison avec la grille d'évaluation du taux d'augmentation de la pollution dans les régions, à travers tout le territoire étudié. A cet effet, nous reprenons la progression de la pollution ⁽¹⁾, à titre indicatif, présentée par l'étude qui s'est étendue sur quatre décennies successives :

Tableau n° 01 distribution des marqueurs de la pollution, observés en France

Décennies	Les marqueurs de la pollution	Observations
1960-1970	- Les poussières - Les fumées noires	
1970-1980	- Le dioxyde de soufre	
1980-1990	- L'oxyde d'azote	
1990-2000	- Les différentes particules - L'ozone	
2000 – à ce jour	- Le dioxyde de carbone	

Source : Lacroix Valérie, Zaccari Edwin, pp.205-232

Ce tableau permet aux décideurs nationaux, voire internationaux et des ONG en matière de lutte contre la pollution, de reprendre les enquêtes dans le sens de pouvoir évaluer les incidents qui, d'ordre environnemental, touchent directement la santé publique. Pour un simple constat, ces éléments sont évocateurs d'indices et de marqueurs d'une menace dont les effets sont à prendre en compte dans le sens de réduire, progressivement, les dépenses allouées à la santé et à la forte consommation des médicaments, constatée à travers le monde. L'interpellation des décideurs gouvernementaux est fortement rappelée.

Cette interpellation revêt des critères d'interrogation et de questionnement puisqu'il s'agit non seulement des indices et des marqueurs d'un danger qui menace l'humanité en général mais de faire valoir les points décidés pour mener une enquête, qu'elle soit locale ou nationale pour un pays, un gouvernement et un Etat.

En effet, « *la complexité pour parvenir à réduire les émissions atmosphériques croît avec l'extension géographique de la pollution. La transition s'opère de l'échelon local (fumées noires) où le problème peut être résolu avec de simples cheminées équipées de filtres, à l'échelon régional (pluies acides) et mondial (changement climatique) qui nécessitent la mise en place d'accords internationaux ainsi qu'une gestion intersectorielle de la problématique au niveau national. Nous verrons que la lutte contre la pollution atmosphérique se complexifie également avec l'évolution des sources d'impact prises en considération.* » ⁽²⁾

¹D.D CARON, La protection de la couche d'ozone stratosphérique et la structure de l'activité normative internationale en matière d'environnement in Annuaire Français de Droit International. Année 1990 : pp. 704-726

² Cf. Lacroix Valérie, Zaccari Edwin, pp.205-232

Par ailleurs, l'opinion internationale avait commencé à se faire interpellé par le biais des études et des résultats d'enquêtes qui, nombreuses et diversifiées, ont mis en avant les marqueurs de menaces. La réaction n'a pas été uniquement locale puisqu'elle a été internationale. La source de cette réaction internationale a été le trou dans la couche d'ozone ⁽¹⁾ : « *Vers la fin des années 80, le trou dans la couche d'ozone représente le premier défi environnemental à susciter l'action de la communauté internationale. Les problématiques considérées selon un cadrage mondial s'imposent progressivement : biodiversité, organismes génétiquement modifiés, changements climatiques.* » ⁽²⁾

L'interpellation devient, de plus en plus importante, puisque la situation de l'environnement commençait à devenir progressivement grave. A cet effet, cette situation présente des marqueurs de la complexité. Deux thématiques ont été mise en avant, pour reprendre l'idée des chercheurs ⁽³⁾. Il s'agit de :

- L'incertitude scientifique.
- L'irréversibilité de l'impact.
-

Selon la même source, les deux problématiques ont été prises en compte par des chercheurs scientifiques afin de trouver des solutions au problème du trou dans la couche d'ozone ⁽⁴⁾. Ces thèmes avaient beaucoup interpellé des spécialistes pour suggérer des propositions. La rapidité, relative à la prise en compte des marqueurs, portés sur le trou dans la couche d'ozone ⁽⁵⁾, a été la source de la prise en charge de ces deux thématiques :

« *La rapidité de la réaction de la communauté internationale face au problème des émissions portant atteinte à la couche d'ozone contraste avec le manque d'urgence dans la réponse face au changement climatique.* » ⁽⁶⁾

Plusieurs équipes auraient été désignées pour prendre en charge le problème de l'environnement, et plus particulièrement, le trou dans la couche d'ozone ⁽⁷⁾. La sensibilisation prit de l'ampleur au niveau international afin de trouver des réponses plus fiables devant le problème de l'impact et de l'irréversibilité, prouvé par les scientifiques ⁽⁸⁾.

D'autres sources furent utilisées dans le cadre de la mise en avant des réponses au problème de l'environnement, et surtout les dangers qui menacent l'humanité. C'est d'une proposition d'une bibliographie ⁽⁹⁾ pour se placer dans les différents contextes, définis, expliqués et enrichis par Lacroix Valérie et Zaccàï Edwin. Notons, par conséquent, les contextes en question dans cette approche :

¹ DD.CARON, op.cit.

² Cf. Lacroix Valérie, Zaccàï Edwin, op.cit.

³ Idem.

⁴ DD.CARON, op.cit.

⁵ Idem.

⁶ Lacroix Valérie, Zaccàï Edwin, op.cit.

⁷ DD.CARON, op.cit.

⁸ Une orientation est souhaitable puisque une source a été utilisée dans la recherche de Lacroix Valérie, Zaccàï Edwin : PNUE, *Global Environment Outlook : L'environnement pour le développement (GE04)*, Nairobi, Earthprint, 2007

⁹ Cf. les notes et la bibliographie de Lacroix Valérie, Zaccàï Edwin, pp.205-232

- Le contexte politique. ⁽¹⁾
- Le contexte mondial. ⁽²⁾
- Le contexte socioéconomique. ⁽³⁾
- Le contexte du militantisme. ⁽⁴⁾
- Le contexte médiatique. ⁽⁵⁾

Convaincus par leur travail de recherche, ils nous orientent vers des sources, favorables à la connaissance du problème de l'environnement et des réponses qui pourraient être, éventuelles en premier lieu et/ ou définitives en second lieu. Ces rapports font valoir les résultats des enquêtes au niveau international ⁽⁶⁾ qui portent sur les différents dispositifs réglementaires de la politique environnementale.

6-La mise en place du cadre respectueux des dispositifs règlementaires de la politique environnementale

Selon une étude effectuée par des chercheurs étrangers, l'analyse de la politique de l'environnement, sur un moyen terme, permet d'encourager un dégageant des grandes lignes politiques en termes d'évolution ⁽⁷⁾. A cet effet, les indices deviennent des marqueurs sociopolitiques qui favorisent la contribution des décideurs, en termes de politique d'environnement ou politique environnementale : « *L'évaluation des politiques environnementales se décline le plus souvent au travers de rapports sur l'état de l'environnement et d'analyses d'experts couvrant des périodes limitées.* » ⁽⁸⁾

Sur la base de l'expérience française qui s'étend sur quatre décennies consécutives, nous relevons quelques informations qui permettent non seulement de faire valoir la politique environnementale mais de mettre en avant :

- Les différents changements relevés sur la période étudiée.
- Les enjeux socioéconomiques vis-à-vis de la politique économique.
- Les enjeux environnementaux.
- L'implication des institutions et des dispositifs gouvernementaux.
-

Ces marqueurs d'une évolution, progressive et efficace, fournissent une base pour une plateforme favorable à la schématisation d'un processus évolutif de l'intégration de l'environnement par le triptyque, exprimé par le socio sociétal, l'économique et le politique. Ce processus doit répondre aux besoins, en moyen terme, du pays afin de pouvoir mettre fin aux fortes dépenses, allouées à la santé publique ⁽⁹⁾.

¹ Cf. Lacroix Valérie, Zaccari Edwin,, op.cit.

² Idem

³ Idem

⁴ Idem

⁵ Idem

⁶ Lacroix Valérie, Zaccari Edwin nous rappellent :
Les notes de l'article.

⁷ Cf. Lacroix Valérie, Zaccari Edwin, pp.205-232

⁸ Idem

⁹ Idem

Les efforts conjugués des décideurs conduisent les institutions et les dispositifs impliqués à mettre en application une feuille de route. Celle-ci tentera de mettre en place la succession respectée des principales étapes ou phases afin de pouvoir instaurer l'impulsion institutionnelle et de la mettre en étroite liaison avec les contextes politique, socio sociétal, économique, politique et environnemental.

Ces différents contextes permettent de mettre en harmonie les marqueurs de l'évolution, en matière d'environnement et de réduction de charges et de dépenses allouées au secteur de la santé publique. Par le biais de cette harmonie progressive et évolutive, l'avancement dans la politique environnementale fait connaître, voire mettre en avant les critères de sélection des administrations et des services de l'Etat, favorables à la mise en application des directives du gouvernement en matière de politique environnementale, sans pouvoir oublier ses enjeux managériaux .

L'implication des administrations et des services de l'Etat sélectionnés permet à la politique de l'environnement de mettre en place des bases d'une démarche fiable et prometteuse pour aboutir aux objectifs, déjà soulevés lors des réunions de réflexion et discutés pour les introduire dans la feuille de route. Bien qu'elle soit mise en phase exécutoire, cette même feuille révèle, pour les uns comme pour les autres observateurs, chargés du suivi de la feuille de route, les indicateurs qui touchent, principalement, les attentes du gouvernement ou de l'Etat du pays, concerné par cette mise en place de cette politique environnementale.

Il est à noter que l'impulsion institutionnelle est une forme d'implication de plusieurs partenaires qui, en relation avec les différents secteurs de l'économie du pays, cherchent à mettre en valeur les résultats obtenus par le biais du contexte évolutif de la politique environnementale à mettre en place. Ces résultats présentent des marqueurs de :

- L'évolution des administrateurs et dispositifs impliqués par le management.
- Le respect des principes de la mise en place de la gouvernance ⁽¹⁾.
- La mise en place des instruments d'intervention des partenaires impliqués.
-

7-Conclusion

Les résultats de cette contribution cherchent à mettre en avant l'applicabilité des directives, exposées, débattues et décidées pour une meilleure prise en charge du passage de la politique économique à la politique environnementale. Parfois, la politique économique de développement d'un pays n'arrive pas à prendre en compte les effets et les conséquences qui portent, directement, atteinte à la santé de la population, mitoyenne aux lieux de la propagation progressive de la pollution dont l'origine et la source sont l'industrie polluante.

Les résultats de ce travail s'orientent, d'une manière graduelle et progressive, vers l'économie verte pour les uns et la politique économique verte qu'il faut faire valoir par la multiplication des rencontres scientifiques. Ces manifestations permettent l'ouverture d'un débat pour enrichir les discussions scientifiques en vue d'un apport aux différentes questions d'actualité, en matière de politique économique et de politique environnementale.

¹ Cherif .Lahlou , La gouvernance et l'entreprise privée. Entretiens préparés, réalisés et annotés par Mustapha Guenaou. 2017, Oran, université Oran 2 et E. Nadar,185 p

Pour y rester dans le même contexte, il est temps de faire valoir l'apport des technologies anciennes et traditionnelles par rapport aux perspectives des démarches, déjà entamées par des spécialistes dans les domaines de l'économie traditionnelle, de l'industrie polluante, de l'environnement et de la santé publique. Cette perspective conduit, dans un avenir promoteur, à mettre en avant les principes du management afin de se rapprocher de la politique de réduction du taux de consommation de médicaments, des maladies et des dangers, une menace de la santé publique dans le monde.

Il est nécessaire de penser à l'application des textes relatifs à l'environnement, la prise en charge des maladies ayant pour source la pollution et le recensement des dangers de l'impact de l'environnement pollué. Puis, il est recommandé de reprendre l'expérience des gouvernements et des Etats pour retrouver la facilité de pouvoir s'orienter vers l'usage des principes et l'adaptation des techniques anciennes dans le sens de rejoindre la technologie évolutive en matière d'économie verte et du verdissement de la politique environnementale.

D'ailleurs, certains chercheurs scientifiques parlent de « technologies vertes »⁽¹⁾. Celles-ci rappellent les principes du passage de la politique économique à la politique environnementale, tout en passant par la forme de la substitution pour pouvoir atteindre les nouvelles techniques de substitution, une passerelle pour ce passage des « technologies vertes ».

Dans le même contexte, il est important de reprendre les enjeux de ces nouvelles technologies afin de pouvoir entrer dans l'espace du Big Data². Ce domaine prend, au fil des années, une ampleur considérable pour venir en aide à l'étude, aux enquêtes de terrain et à l'analyse des données. Il s'agit des « grosses données », collectées dans le domaine des chiffres en relation avec les thèmes économiques dont les fortes dépenses allouées à la santé publique.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- ADDI, H, *Les mutations de la société algérienne, famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, Paris, La découverte, 1999
- BARBIER E.B., *Economie verte et développement durable : enjeux de politique économique*. In reflets et perspectives de la vie économique, 2012,n° 4, vol LI, pp97-117
- BEAUD M, *L'art de la thèse. Comment préparer et rédiger une thèse de doctorat, de magister ou un mémoire de fin de licence*. Alger, Casbah éditions,1999,
- BEAUD S & WEBER F, *Guide de l'enquête de terrain* Paris, La Découverte, 2003
- BENAISSA H., *Tradition et identité. Introduction à l'anthropologie traditionnelle*. Alger, 2ditions El Maarifa,2001,199 p
- BERGER P. & THOMAS L., *La construction sociale de la réalité*. Paris, Armand Colin, 2006
- CAILLE A, *Anthropologie du don*. Paris, La Découverte, 2007
- CARON ,D.D, *La protection de la couche d'ozone stratosphérique et la structure de l'activité normative internationale en matière d'environnement*. In Annuaire Français de Droit International. Année 1990 : pp. 704-726
- CAZENEUVE J. *Sociologie du rite*. Paris PUF,1971
- COMBESSIE J-C, *La méthode en sociologie*. Alger, Casbah éditions,1998
- COPANS J, *L'enquête et ses méthodes. L'enquête ethnologique de terrain*. Paris Armand Colin,2005
- CUCHE D.,*La notion de culture dans les sciences sociales*.Alger, Casbah Editions,1998
- GOFFMAN E. *Les rites d'interaction*, Paris, Editions de Minuit,1974(1993)

¹ Cf. Lacroix Valérie, Zaccàï Edwin, pp.205-232

² Mustapha Guenaou 2021, Contribution et connaissances. Culture à l'ère du numérique et pratiques juvéniles :IVA entre expressions et Big Data enrichi. Chisinau, Generis Publishing, 44 p

GUENAOU M, 1-*L'introduction progressive de l'outil informatique dans le cadre de la formation et de l'apprentissage des langues étrangères en Algérie*. in Paradigmes vol IV, 2021, n° 01, pp135-153
2-*Le capital humain et l'éducation pour l'Algérie 2030 :l'exemple de l'éducation socialisante*,In Tarbiya fi El Djazair . Abhats wa dirassat , pp.355- 400 Alger, Centre Assala, 2021, 400 p – ouvrage collectif coordonné par Omar Nakib

3-*Contribution et connaissances. Culture à l'ère du numérique et pratiques juvéniles :IVA entre expressions et Big Data enrichi*. Chisinau, Generis Publishing, 2021

GUITTET A, *L'entretien. Techniques et pratiques*. Paris, Arnaud Colin,2008, 219 p (7^{ième} édition)

LAHLOU C. *La gouvernance et l'entreprise privée*. Entretiens préparés, réalisés et annotés par Mustapha GUENAOU.Oran, E.Nadar,2017

LAPLANTINE F. *La description ethnographique*. Paris, Nathan, 1996

MAISONNEUVE J. *Les conduites rituelles*. Paris, PUF, 1999, (3^{ed.}, Collection QSJ)

MAUSS M,1-*Manuel d'ethnographie*. Paris Payot et Rivages, 2002

2-*Œuvres. I.les fonctions sociales du sacré* .Paris, Les Editions de Minuit, 2005

3- *Essai sur le don, suivi de rapports de la psychanalyse et de la sociologie*. Alger, ENAG éditions, 1989(Présentation de Houria Benbarkat)

4- *Essais de sociologie*.Paris, éditions de Minuit, 1971

5-*Sociologie et anthropologie* .Introduction de Claude Levy Strauss. Paris, PUF, 1968

ROCHER G, *Introduction à la sociologie, 1-L'action sociale*. Paris, Le seuil, 2003

2-*L'organisation sociale*. Paris, Le seuil, 2001

3-*Le changement social*. Paris, Le seuil,

SCELLES –MILLIE (J.)

Traditions algériennes. Paris ,G-P ; Maisonneuve et Larose, 1979

SINGLY, F. de, *L'enquête et ses méthodes. Le questionnaire*. Paris, Armand Colin,2006

TOUZOT C,*Pollutions industrielles*, in Revue Juridique de l'environnement, 2015n° 3vol40, pp571-2

VAN GENNEP A.*Les rites de passage*. .Paris,E.Nourry,1909.réédité en 1981

WEBOGRAPHIE

AHOVI J & MORO M-R,« *Rites de passage et adolescence* », Adolescence, 2010/4 (n° 74), p. 861-871. <https://www.cairn.info/revue-adolescence1-2010-4-page-861.htm>

AMABLE B , *Vers un changement de modèle ?*. <http://www.revue-projet.com>

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

HALLEGATTE S & THERY D., *Les impacts économiques futurs du changement climatique sont-ils sous-estimés ?*In Revue d'économie politique , pp. 507- 522 , Vol. 117, 2007/4www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2007

HERVIEU –WANE F., *Les nouveaux rites de passage, une transmission expérientielle.. Biennale internationale de l'éducation, de la formation et des pratiques professionnelles*. Jul 2012, Paris, France. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00802654>

LACROIX V & ,EDWIN Z, « *Quarante ans de politique environnementale en France : évolutions, avancées, constante* », *Revue française d'administration publique*2/2010 (n° 134) , p. 205-232 .www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2010-2-page-205.htm.

OCDE , *Maîtriser la hausse des dépenses publiques de santé. Etudes économiques de l'OCDE 2005/5* (n° 5) pp.77-96/www.cairn.info/revue-etudes-economiques-de-l-ocde-2005

XX, *Le communiqué de presse du10 octobre 2015 : Affaires sociales, Santé publique et budget - Réduction des charges patronales, taxe santé, non-marchand: emplois et bouffée d'oxygène pour les hôpitaux*. www.deblock.belgium.be

CONFERENCES

GUENAOU (Mustapha)

1-« *la méthode : théorie et pratique* »(Journée d'étude organisée par le département de sociologie, Université Cheikh Abdelhamid Ibn Badis , Mostaganem, 2007)

2-« *Relations publiques et management environnemental. Pour une politique d'adaptation et de culture au sein de l'entreprise algérienne*. »(Colloque national, « Politique environnementale et entreprises en Algérie. Etats des lieux et perspectives», Université Abdelhamid Ibn Badis Mostaganem, 28 & 30 novembre 2011)

3-« *La femme, les relations publiques et le management environnemental en Afrique du Nord .Le cas de l'Algérie* ».Conférences du 12 au 14 juin 2012 à Ashgabad (Turkemenistan)